

Les conceptions chinoises en matière de relations internationales

Chinese Conceptions in International Relations

Marthe Engelborghs-Bertels

Volume 12, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701196ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701196ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Engelborghs-Bertels, M. (1981). Les conceptions chinoises en matière de relations internationales. *Études internationales*, 12(2), 321–341.
<https://doi.org/10.7202/701196ar>

Résumé de l'article

The author identifies the variations in Peking's foreign policy since 1949 as the variable outcome of an equation involving stable principles and changing contexts. First, she identifies those principles that from the Chinese perspective are the guidelines of their foreign policy. Second, she attempts to demonstrate by reference to practice that these principles, far from constituting restrictive norms, are adapted to situations in a manner to ensure the perpetuity of China. Informed by an ages-old diplomatic tradition, the essentially pragmatic Chinese leadership interpret changes in the international context in the light of long-term objectives. These may be summarized by two concepts : the safeguarding of peace and the emancipation of humanity.

By taking these considerations into account the author studies the foreign policies of the Chinese People's Republic that would appear to be the most susceptible of demonstrating the conceptions of its leaders with respect to international relations. In particular, the strategic position of the China of the 80s is commented upon within this analytical framework. The author concludes from her observations that Chinese behaviour on the international scene may be better understood by considering the goals pursued rather than the statements of principles put forward.

LES CONCEPTIONS CHINOISES EN MATIÈRE DE RELATIONS INTERNATIONALES

Marthe ENGELBORGH-BERTELS*

ABSTRACT — Chinese Conceptions in International Relations

The author identifies the variations in Peking's foreign policy since 1949 as the variable outcome of an equation involving stable principles and changing contexts. First, she identifies those principles that from the Chinese perspective are the guidelines of their foreign policy. Second, she attempts to demonstrate by reference to practice that these principles, far from constituting restrictive norms, are adapted to situations in a manner to ensure the perpetuity of China. Informed by an ages-old diplomatic tradition, the essentially pragmatic Chinese leadership interpret changes in the international context in the light of long-term objectives. These may be summarized by two concepts: the safeguarding of peace and the emancipation of humanity.

By taking these considerations into account the author studies the foreign policies of the Chinese People's Republic that would appear to be the most susceptible of demonstrating the conceptions of its leaders with respect to international relations. In particular, the strategic position of the China of the 80s is commented upon within this analytical framework. The author concludes from her observations that Chinese behaviour on the international scene may be better understood by considering the goals pursued rather than the statements of principles put forward.

Les prises de position de la Chine ont considérablement varié depuis 1949, mais les principes énoncés par elle comme à la base de ses relations avec l'étranger se sont maintenus sans modification depuis 1949 et même depuis que le Parti communiste chinois a développé des préoccupations de politique étrangère, soit dès l'établissement des bases dans le Shensi en 1936. L'alliance sino-soviétique, suivie par le conflit entre ces deux pays, l'isolement pendant la révolution culturelle, le rapprochement avec le Japon, les États-Unis et l'ouverture actuelle sont chaque fois des réponses à des conditions internationales précises, dictées par les mêmes préoccupations constantes et justifiées par la fidélité à quelques grands axes généraux immuables.

A - Les principes

Le dernier paragraphe du préambule de la Constitution chinoise du 5 mars 1978 définit comme lignes directrices de la politique étrangère les cinq principes de la coexistence pacifique, l'opposition à l'hégémonie, l'internationalisme prolétarien et l'unité avec les opprimés.¹

* Directeur du Centre d'étude des pays de l'Est, Institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, Belgique.

1. Le texte de la Constitution de 1978 est reproduit dans *Pékin information*, no 11, 20 mars 1978, pp. 5-16.

1 - *La politique de coexistence pacifique* est fondée sur cinq principes (le PANCH SILLA indien) : il s'agit de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la non-agression, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité et des avantages réciproques en matière de relations économiques et de la coexistence pacifique entre États à systèmes sociaux différents.

Ces cinq principes ont été énoncés sous cette forme pour la première fois dans l'accord sino-indien sur le Tibet conclu le 29 avril 1954. Ils ont été repris ensuite dans le communiqué publié le 28 juin 1954, à l'issue de la visite en Inde du Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères Chou En-laï. Les deux signataires de ce communiqué, J. Nehru et Chou En-laï, répandront cette manière de concevoir les relations internationales à l'occasion de la conférence des États d'Asie et d'Afrique tenue à Bandung en avril 1955. Le communiqué final de la conférence incorpore ces cinq principes dans la charte en dix points que constitue la déclaration sur la paix et la coopération adoptée par les représentants des vingt-cinq pays invités.

Le gouvernement de la République populaire de Chine exprime ainsi sa volonté de nouer des relations de coexistence pacifique avec tous les États indépendants, même si leur régime social intérieur n'est pas orienté vers la construction du socialisme ; il le fait au moment où l'URSS, au contraire, manifeste encore des réticences à l'égard de la totale indépendance des États nés de la décolonisation. L'énoncé par la Chine de ces cinq principes et du champ d'application qu'elle leur assigne constitue une innovation au sein du camp socialiste du moment, bien que ces conceptions aient souvent été affirmées par la diplomatie de l'URSS. Les alliances conclues entre pays socialistes y font référence ; c'est ainsi que le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre l'URSS et la République populaire de Chine du 14 février 1950 énonce, dans son article 5, que les parties contractantes s'efforcent de développer leurs liens et leur coopération dans un esprit d'égalité, de respect mutuel de souveraineté et d'intégrité territoriale, de non-ingérence dans les affaires intérieures.

De plus, le désir de nouer des relations pacifiques avec des États non socialistes avait été exprimé par les dirigeants de l'URSS, notamment par Lénine, lors du virage qu'avait constitué la N.E.P. en 1921. C'est donc dans la conception soviétique que se trouve l'origine des cinq principes de la coexistence pacifique de Chou En-laï et de Nehru.

2 - *L'opposition à l'hégémonie*, érigée en principe distinct après 1969, découle de la volonté d'établir des relations entre partenaires égaux, en innovant par rapport aux impositions par la force des armes des « traités inégaux » au 19^{ème} siècle. La Chine refuse d'entériner les décisions prises sans avoir participé à leur élaboration et s'oppose à la volonté d'un État qui entend imposer ses décisions à un autre pour élargir sa zone d'influence et soigner ses propres intérêts.

Dès le 27 février 1972, ce principe est cité dans un texte diplomatique : dans le communiqué publié à Shanghai à l'issue du séjour du Président Nixon en Chine. La même formule est reprise dans la déclaration conjointe sino-japonaise du 29 septembre 1972 : « Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie dans la région d'Asie et du Pacifique. Les deux parties s'opposent, l'une et l'autre, aux efforts

tentés par un autre État quelconque, ou par un groupe d'États, pour s'assurer une telle hégémonie »².

3 - *L'internationalisme prolétarien* est un des éléments fondamentaux du marxisme-léninisme. Il implique l'aide mutuelle due entre pays socialistes, le soutien aux mouvements ouvriers et aux mouvements de libération nationale. Il oblige aussi à lutter contre la colonisation, l'impérialisme et l'oppression.

L'analyse des contradictions à un moment précis met en évidence ceux qui sont les plus opprimés ou les plus menacés ; l'étude constante de l'évolution amène à discerner les nouvelles pressions devenues les plus dangereuses. Ceux qui ont droit au soutien seront ainsi parfois les mouvements révolutionnaires, parfois les luttes pour le maintien de l'indépendance, parfois les cibles de deux agressivités dont la plus menaçante doit en priorité être contrée. L'internationalisme prolétarien ne cherche qu'à promouvoir la libération et la révolution. Il suppose donc la reconnaissance de l'égalité entre l'aidant et l'assisté. Utilisé dans un système de « souveraineté limitée » ou de « sécurité collective », l'internationalisme prolétarien est dévoyé et n'exprime plus que l'expansion d'un État à prétention hégémonique.

4 - *L'unité avec les opprimés* étend l'internationalisme prolétarien au-delà des mouvements émancipateurs à l'ensemble des victimes et des cibles de l'ennemi principal d'une époque. Contre ce dernier, la Chine s'engage à former un front uni international.

Il s'agit d'une transposition, sur le plan international du principe qui a régi la conquête, puis la consolidation du pouvoir par le Parti communiste chinois : celui du front uni interne. Le Parti communiste chinois a, en effet, toujours lutté contre l'ennemi principal de l'heure, en se basant sur les forces principales et en ralliant à sa cause les forces intermédiaires. C'est ainsi que le P.C.C. s'est allié au K.M.T. au cours de la révolution démocratique de 1923 à 1927, puis avec toutes les forces patriotiques menacées lorsque le K.M.T. est devenu l'ennemi à abattre, soit entre 1927 à 1937 et après la défaite du Japon d'août 1945.

En matière de politique étrangère, de même, la Chine en lutte contre l'impérialisme s'allie avec l'URSS et les pays socialistes et cherche à rallier toutes les victimes actuelles et futures de l'impérialisme. Depuis que l'URSS pratique le « plus dangereux des impérialismes », c'est contre elle que la Chine cherche à nouer un front uni aussi large que possible, afin de retarder l'éclatement d'une guerre et d'assurer la défaite de l'agresseur en cas de conflit.

Cette politique de front uni international implique également une aide économique aux pays du Tiers Monde. La Chine s'engage à développer son soutien, dans le cadre déterminé par les cinq principes de la coexistence pacifique, en respectant toujours l'égalité entre les parties et la recherche d'avantages réciproques. Le

2. Pékin Information, n° 9, 4 mars 1972, p. 4.

communiqué sino-malien du 21 janvier 1964 énonce avec plus de précision les huit axes de l'action de la Chine dans cette voie³.

B - La pratique

Si cette permanence des principes intangibles dérouté, alors que tant de changements ont été observés dans la pratique, c'est qu'il ne faut pas considérer ces principes comme des règles détaillées qui déterminent avec précision les attitudes adoptées dans chaque circonstance, mais bien au contraire comme des préceptes à interpréter par les détenteurs du pouvoir pour maintenir la pérennité de la Chine dans un monde où les forces en présence se transforment constamment et pour justifier leurs décisions. La cohérence de l'action chinoise découle de la nette conscience de son identité et de ses objectifs, de son sens aigu de la diplomatie et de son profond pragmatisme.

Chaque disposition momentanée des forces en présence sur l'échiquier mondial est interprétée en fonction d'une stratégie à long terme ; celle-ci détermine le recours à une tactique appropriée en réaction à chaque mouvement isolé. Ainsi peuvent se comprendre les contradictions apparentes, les retournements d'alliances qui ne manifestent pas des ruptures mais plus profondément la permanence de la Chine face aux transformations du monde.

La volonté du maintien de paix revêt le sens profond d'assurer la sécurité du territoire et la stabilité du régime et l'action en faveur de l'émancipation de l'humanité, celui de perpétuer le rayonnement de la Chine, qui doit rester le pays du milieu (*chung kuo*).

L'exposé récent qui éclaire le mieux cette conception est fourni par un éditorial publié dans le *Quotidien du Peuple* du 1^{er} novembre 1977⁴ sur l'apport de la théorie des trois mondes au mouvement révolutionnaire mondial.

Le message qui s'en dégage est qu'il faut faire face le mieux possible aux circonstances pour assurer la progression de la révolution, identifiée au sort de la Chine elle-même.

Le marxisme-lénisme et la pensée de Mao Tse-tung (qui est son adaptation aux conditions circonstanciées d'une époque et de la Chine) sont des guides pour l'action, mais ils ne fournissent pas des recettes toutes prêtes de comportement. La rigueur des principes éternels va de pair avec la souplesse dans leur application. L'avenir est radieux, mais la voie est longue, difficile, tortueuse et constant doit être le recours à la fermeté, l'observation, l'intelligence et la boussole.

3. *Pékin Information*, n° 5 du 3 février 1964, p. 10. Égalité et avantages réciproques, aide non assortie de conditions ni de privilèges, prêts sans intérêt ou à bas taux d'intérêt, aucune recherche de dépendance mais au contraire d'engagement du pays aidé dans la voie du développement indépendant, projets à faible intensité de capitaux et à résultats rapides, fourniture aux prix du marché des meilleurs produits chinois, formation du personnel bénéficiaire de l'aide, conditions matérielles de vie des experts chinois semblables à celles des cadres du pays assisté.

4. La théorie du Président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-lénisme, *Pékin Information*, n° 45, 7 novembre 1977, pp. 10-42.

En toute circonstance, il faut adapter les moyens à l'objectif, à la configuration du terrain, aux conditions objectives de l'environnement et aux mouvements des adversaires. En diplomatie comme à la guerre, une conquête minime, mais qui pourra être défendue, est plus importante qu'une percée rapide vers des positions intenables. Les terrains eux-mêmes sont interchangeables : une retraite stratégique, l'abandon de pions et la perte d'alliés tactiques n'hypothèquent en rien la victoire finale. Les forces des ennemis sont stratégiquement méprisables mais elles doivent être prises en considération avec le maximum d'attention sur le plan tactique. La théorie du « tigre de papier » est une conséquence logique de cette conception, élaborée il y a plus de deux mille ans, illustrée par Sun Tze et par les règles du jeu de *wei ch'i*⁵.

Dès avant la première unification de l'État chinois du 3^{ème} siècle avant J.C., tout ce qui est sous la calotte des cieux (sous le ciel, *tien hsia*, soit l'empire) est appelé à s'ordonner autour du « pays du milieu » parce que son gouvernement applique les lois qui respectent le fonctionnement de la nature (la République populaire de Chine applique, quant à elle, les lois scientifiques du socialisme) et que ce modèle d'organisation doit naturellement attirer les autres groupes humains (civiliser les Barbares). Le monde s'ordonne donc en couches périphériques de plus en plus éloignées du pôle de la civilisation selon leur degré de sauvagerie.

Cette imagination reste toujours à l'oeuvre puisque, en 1949, la Chine en entrant dans le camp socialiste pénètre dans le système appelé à convertir l'ensemble du monde et sort ainsi de la périphérie où les distorsions que lui ont imposées « l'impérialisme, le colonialisme et le féodalisme » l'avaient reléguée. Serrés autour de ce bastion du progrès, les mouvements ouvriers dans le monde et l'Internationale communiste forment une première couche, qu'entourent les nations encore opprimées par les forces réactionnaires. Enfin, viennent les pays capitalistes et l'impérialisme américain.

La « théorie des trois mondes », qui explique la situation qui règne depuis la transformation de l'Union soviétique d'un État socialiste en un État social-impérialiste, perpétue la même vision⁶ :

- au centre, les pays du Tiers Monde parmi lesquels se range la Chine. C'est cet ensemble qui est porteur de l'avenir de l'humanité. Il fera triompher le communisme en assiégeant les citadelles impérialistes avec leurs ruraux en armes, guidés par des avant-gardes authentiquement marxistes, comme les habitants des campagnes chinoises ont, après une longue guerre populaire, pris le pouvoir détenu par

5. Scott A. BOORMAN, *Gô et Mao : pour une interprétation de la stratégie maoïste en termes de jeu de gô*, Paris, Seuil, 1972, 216 p.

Hsun Tzu : Basic Writings, traduits par Burton Watson, New York, Colombia University Press, 1963.

Mao Tse-tung : Guerilla Warfare, introduction et traduction de Samuel B. Griffith, Londres, Cassel, 1962.

SUN TZU, *L'art de la guerre*, préface et introduction de Samuel B. Griffith, traduit de l'anglais par Francis Wang, Paris, Flammarion, Coll. « Champs » no 58, 1972, 270 p.

6. Exposée à la tribune de l'ONU par M. Teng Hsiao-ping le 10 avril 1974, *Pékin Information*, n° 15 du 15 avril 1974, p. 7.

le K.M.T. et par les représentants de l'impérialisme retranchés dans les villes, selon la thèse développée par Lin Piao⁷.

- le deuxième monde est formé des pays développés qu'il faut aider à échapper à l'emprise des impérialismes hégémoniques et dont ils constituent les principales cibles: l'Europe occidentale, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et sans doute aussi la Yougoslavie. (Ceci montre que la Chine ne se considère pas comme en première ligne de visée des superpuissances).
- le premier monde, à la périphérie bien que formé des deux superpuissances hégémoniques: l'URSS social-impérialiste et les États-Unis, classiquement impérialistes, mais considérés comme en déclin.

Dans la tradition de la Chine impériale, figée depuis le 15^{ème} siècle sous la restauration étroitement nationaliste des Ming, en négligeant l'expérience d'ouverture pratiquée par les T'ang, le « pays du milieu » n'établit pas de relations sur un pied d'égalité avec les pays des couches périphériques. La Chine n'entretient que des rapports capables de maintenir son identité, de préserver sa survie et d'étendre son rayonnement.

C'est ainsi que les échanges économiques ont revêtu la forme d'ambassades porteuses de tribut⁸, généreusement dédommagées par ailleurs. La Chine a eu recours à un nombre limité d'experts étrangers, a étudié des technologies et des concepts élaborés à l'extérieur, mais elle ne les a empruntés que lorsqu'ils se révélaient utilisables sans miner les conceptions fondamentales de son système politique, ou encore qu'après les avoir adaptés à cette réalité.

La paix était préservée grâce au développement de son économie, à la force de ses institutions et à la très grande vigilance accordée aux situations qui se développaient le long de ses frontières. Des divisions étaient suscitées au sein de ses voisins, des troupes étrangères étaient enrôlées à son service pour combattre un ennemi commun, des trêves étaient achetées et des concessions territoriales servaient à différer les agressions ou à en limiter les effets, les alliances fluctuaient en fonction de l'émergence de nouveaux dangers. Enfin, une politique de protection paternaliste était pratiquée par l'Empire à l'égard des gouvernements établis dans sa zone d'influence, dans ce que la Chine nommait ses zones pacifiées, à garder à l'abri d'interférences étrangères.

Actuellement, les moyens utilisés par les autorités chinoises pour maintenir la paix sont largement inspirés par cet héritage diplomatique. La Chine considère que celui qui veut la paix doit savoir que celle-ci est toujours précaire. Il faut donc préparer sa défense, chercher à différer le déclenchement des hostilités et à éloigner de son territoire le théâtre des opérations. La politique des « quatre modernisations » adoptée en 1978 vise ainsi à renforcer la capacité de défense du pays grâce au développement de son potentiel économique et scientifique et à la reconstitution de

7. « Vive la victorieuse guerre du peuple », *Jenmin Jih pao*, 3 septembre 1965, publié en français aux Éditions en Langues étrangères, Pékin, 1965.

8. Sur le système tributaire, voir l'ouvrage publié sous la direction de John K. FAIRBANK, *The Chinese World Order*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1968.

la cohésion interne du peuple et elle s'accompagne d'une action diplomatique qui cherche à endiguer la puissance qui pose les problèmes les plus immédiatement contraignants. La Chine s'efforce, en effet, de nouer des alliances tactiques avec tous les partenaires qu'elle estime menacés par cet ennemi commun, mais de manière à ce qu'elle-même ne limite en rien sa liberté de manoeuvre. Comme par le passé, ce sont les vices du système politique de l'adversaire qui sont stigmatisés parce qu'ils lèsent l'intérêt général et jamais n'est critiquée la population de l'adversaire. Celle-ci est au contraire appelée à se libérer de ses dirigeants et à restaurer les relations amicales que la Chine espère nouer avec elle.

La Chine recherche toujours l'harmonie et le bien-être dans le monde et les principes qui définissent sa manière de procéder sont effectivement universels, appliqués avec un réalisme et une souplesse tels qu'ils ne cachent que très relativement son opportunisme et son cynisme fonciers. Comme un bon père de famille, le dirigeant chinois ne peut permettre à ses sentiments d'aveugler son jugement ni oublier la forêt que masque un arbre : il doit tenir compte des perspectives à long terme encore plus que des obstacles immédiats et accepter de prendre des risques limités afin de supprimer un danger, de paralyser un adversaire. Il n'hésitera pas à perdre quelques clients s'il peut s'entendre avec d'autres voisins capables de soutenir la destinée de sa famille - de son pays - mais en veillant toujours minutieusement à ne pas aliéner sa liberté d'action et à n'accepter aucune entorse aux bonnes règles de la vie en société : la bienveillance, la justice, la raison et les règles du savoir-vivre. Son rôle consiste à utiliser les circonstances pour améliorer la position de ceux dont il est responsable, pour leur permettre de parer à tout nouveau danger futur et d'être toujours dans le camp du bon droit. Lorsqu'un danger menace la Chine, celui-ci est décrit comme dirigé contre ses alliés bien plus que contre ses intérêts propres ; elle-même est concernée principalement par la sauvegarde de l'intérêt général⁹. Il en découle que l'initiative doit être prise par ceux qui sont directement menacés et mis dans la nécessité de se défendre et de contre-attaquer.

Un parallélisme peut être établi entre les positions défendues par les dirigeants chinois au sein du camp socialiste face à l'impérialisme américain à partir de 1957 et celles qu'ils formulent depuis qu'ils plaident en faveur de la constitution d'un front uni d'opposition à l'URSS.

Les documents publiés en Chine entre 1962 et 1964 ont révélé a posteriori que le conflit sino-soviétique était lié au refus par la Chine de la politique révisionniste et capitularde des dirigeants de l'URSS qui lèse les intérêts des véritables fidèles à l'enseignement de Marx et de Lénine et freine l'émancipation des peuples dominés

9. À cet égard, il est significatif que, pour expliquer les implications de l'emprise américaine sur Taïwan, Mao Tse-toung ait établi un parallèle avec leurs agissements au Moyen-Orient, démontrant ainsi que tous les peuples sont menacés par la volonté hégémonique de Washington. La lutte des Chinois pour sauver leur patrie n'est pas unique. En effet, selon Mao, les Américains ont partout « préparé la corde » dont les peuples useront pour les prendre, dès que la conjoncture s'y prêtera - MAO TSE-TOUNG, *Le grand livre rouge : écrits, discours et entretiens 1949-1971*, Paris, Flammarion, 1975, pp. 84-95.

par les forces réactionnaires. Aux yeux des Chinois, la puissance destructrice inouïe des nouvelles armes ne justifiait pas le changement de cours de l'Union soviétique depuis la mort de Staline : aucune force objective n'est supérieure à la volonté révolutionnaire des masses. La conclusion de compromis avec l'impérialisme américain ne pouvait éviter l'éclatement d'une guerre mondiale nucléaire mais déboucherait au contraire sur la constitution d'une duopole américano-soviétique en matière d'armes stratégiques et de prise des décisions internationales¹⁰. L'égalité entre les partis communistes et l'entière souveraineté des États membres du camp socialiste allaient être niées et le *statu quo* figé par l'entente entre les États-Unis et l'Union soviétique, au détriment de la progression émancipatrice dans le monde, comme avait voulu le faire la Sainte Alliance en 1815, après la révolution française.

La Chine considérait que tant que l'impérialisme subsistait, la guerre était inévitable, que les concessions du monde socialiste devenu plus fort que le camp dominé par les États-Unis n'entraînaient que des avantages pour ce dernier. Il fallait lui opposer la volonté ferme de maintenir l'offensive libératrice appuyée par le camp socialiste que dirige l'URSS et non pas permettre à l'ennemi de l'humanité de se renforcer, de choisir le moment et le lieu les plus propices à ses agressions. Seule une réponse du tac au tac pouvait être payante. En dernier ressort, la violence, et non la compétition sur le plan des performances économiques, sociales et culturelles, imposerait de toute manière la supériorité du socialisme et lui permettrait de conquérir le monde entier. Une lutte longue, persévérante, guidée par le marxisme-léninisme, ne ramènerait pas l'humanité à l'âge des cavernes, comme le craignaient certains pusillanimes, mais elle permettrait au contraire aux survivants de construire le monde radieux de la société communiste. Le vent d'Est l'emportait à présent sur le vent de l'Ouest ; aucun tigre de papier, même doté de dents atomiques, ne pouvait faire reculer les pays socialistes avec l'URSS à leur tête.¹¹

Les bombardements par la République populaire de Chine des îles Quemoy et Matsu, en août 1958, ont cependant révélé que l'Union soviétique n'entendait soutenir militairement la Chine, à laquelle elle est liée par un traité d'amitié, de coopération et d'assistance, qu'en cas d'agression et que la tentative de mettre fin par la force à la division du territoire chinois et de modifier unilatéralement l'équilibre régional était au contraire considérée comme une opération aventuriste de nature provocatrice. La Chine n'était donc protégée que si elle subordonnait ses initiatives à l'approbation de l'Union soviétique¹².

La Chine va, en conséquence, changer totalement de voie pour construire le socialisme. L'isolement dans lequel elle se place ne l'empêche pas cependant d'étudier avec lucidité les transformations en cours dans les relations internationales. Sans guère d'aide de l'étranger, mais surtout sans subir de limitation à son action,

10. Sur les arguments chinois contre les discussions soviéto-américaines pour la limitation des armements stratégiques, voir Jonathan D. POLLACK, *China and the Politics of Arms Control*, Paper prepared for Delivery at the 17th Annual Convention of the International Studies Association, du 25 au 29 février 1976, 24 p.

11. Pour étayer cette thèse, on peut lire MAO TSE-TOUNG, « L'impérialisme américain est un tigre de papier », dans *Oeuvres choisies*, T. V, Pékin, Éditions en Langues étrangères, 1977.

12. Voir Morton H. HALPERIN, *La Chine et la bombe*, Paris, Calmann-Lévy, 1965, pp. 94-106.

ses propres efforts l'ont dotée de l'arme nucléaire et de mouvements politiques à l'étranger qui propagent ses conceptions. La Chine est parvenue à se dégager du camp socialiste sans provoquer de véritable guerre et elle a pu ébranler le système de prises de décisions par les seules deux superpuissances. Elle oeuvre ainsi à la création d'un système à plusieurs pôles qui détermine une nouvelle situation plus fluide, dont elle tire profit tant que son développement intérieur ne lui permet pas de pleinement jouer le rôle qu'elle estime lui revenir dans les relations internationales.

Vingt ans après l'éclatement des incidents dans le détroit de Formose et de l'engagement dans la voie chinoise d'édification du socialisme, la vérité mise en évidence par l'analyse des faits et des résultats obtenus réfute les thèses doctrinales de la « ligne révolutionnaire » du Parti communiste chinois. Les dirigeants actuels reconnaissent que l'équipement, la formation et le respect des lois objectives sont plus efficaces que la transformation des structures et que la violence n'est pas le bon moyen pour faire triompher le socialisme sur le plan interne, ni le seul utilisable dans les circonstances actuelles pour en faire bénéficier un plus grand nombre de peuples.

L'ennemi principal n'est plus l'impérialisme américain. Le gouvernement de Washington a pris acte de ce que le détroit de Formose sépare deux parties d'un seul et même pays et de ce que ce problème d'ordre intérieur doit en conséquence être réglé entre Chinois. Les États-Unis restent la superpuissance impérialiste, mais leurs forces sont en déclin dans le monde (failles au sein des alliés qui se dégagent de leur tutelle et défaite au Vietnam) alors que le social-impérialisme de l'URSS représente une force montante de plus en plus agressive. Cet impérialisme nouveau menace les pays du Tiers Monde en y semant la division et en s'y infiltrant directement ou par l'intermédiaire de pays à son service. Il cherche à couper les pays du deuxième monde de leurs sources d'approvisionnement en matières premières et en hydrocarbures : cette manoeuvre est principalement dirigée contre les intérêts de l'Europe occidentale et du Japon¹³. Enfin, tous les pays concernés par ce mouvement doivent s'unir contre l'URSS, lui résister, l'endiguer et le contraindre à battre en retraite, avec l'aide des États-Unis qui ne représentent momentanément qu'un ennemi secondaire. Les conditions actuelles ne se prêtent plus à embraser les campagnes du monde soutenues dans leur combat par un camp socialiste fort et uni ; la priorité doit à présent être accordée à un barrage à opposer à l'expansion du « social-impérialisme » soviétique et les impératifs de l'internationalisme prolétarien passent par la préservation du bastion du socialisme authentique afin que la lutte révolutionnaire puisse reprendre lorsque la menace actuelle aura été éliminée.

L'opération punitive menée par la Chine dans le Nord du Vietnam en février 1979 formule une leçon dont les destinataires ne sont pas uniquement les dirigeants de Hanoï et leurs alliés. Les membres de l'ASEAN, le Japon et tout particulièrement l'Europe occidentale et les États-Unis doivent comprendre le message diffusé par l'offensive chinoise plutôt que d'hésiter à prendre les mesures de contre-attaque indispensables à la préservation de leurs intérêts vitaux.

13. Voir, à titre d'exemple, l'analyse chinoise des intérêts stratégiques poursuivis par Moscou en Afghanistan - *Beijing information*, no 4, 28 janvier 1980, p. 9 s.

La guerre portée dans les provinces septentrionales du Vietnam par l'armée chinoise en février et mars 1979 a permis de conquérir quelques atouts utiles dans les négociations ultérieures à propos de la délimitation des frontières terrestres et maritimes des deux pays. Elle a redonné une nouvelle vigueur aux mouvements qui s'opposent aux régimes de Vientiane et de Phnom Penh et aux troupes vietnamiennes qui les ont installés. Elle a montré que la Chine n'était pas intimidée par les avertissements de l'URSS ni par les réticences des États-Unis. La riposte chinoise doit redonner confiance aux pays de l'Asie du Sud-Est, plus particulièrement à la Thaïlande, en administrant la preuve de ce que les dirigeants de Pékin sont décidés à soutenir leurs alliés et disposés, pour le faire, à retarder leur propre plan de modernisation. La Chine entend, de plus, prouver que l'URSS ne riposte pas à une ferme défense de positions justes, conformes aux principes qui gouvernent sa propre diplomatie et régissent la société des nations tout entière. Il est vrai que l'Union soviétique a fait preuve de modération, mais moins par reconnaissance de la justice de la cause chinoise que pour ne pas précipiter la conclusion d'une alliance de la Chine avec le monde occidental et le Japon contre elle¹⁴.

La leçon administrée en 1979 s'adressait donc, comme celle de 1958, aux amis de la Chine. Dans les deux cas, la démonstration mettait en lumière que l'impérialisme le plus hégémonique du moment ne frappe que les faibles et respecte les pays décidés à défendre leur bon droit. De ces démonstrations il découlait, en 1979, qu'il est erroné de permettre à l'URSS d'utiliser les situations de crise pour abattre des régimes en place et pour faire passer les leviers de commande locaux aux mains de clients soumis à sa volonté et, en 1958, il en résultait qu'il était lâche et maladroit d'arrêter une vague révolutionnaire triomphante afin de ne pas provoquer de réaction agressive de l'ennemi, à abattre de toute manière ultérieurement.

La Chine considère que la passivité de l'URSS à partir de 1957 ne pouvait arrêter le cours normal de l'histoire et que, à présent qu'elle n'oeuvre plus à la révolution mais à sa propre expansion, la fermeté doit lui être opposée afin qu'elle n'étende pas son hégémonie grâce à des attaques contre tous les maillons faibles et à la création de déséquilibres en chaîne. Le risque que cette attitude puisse effectivement déclencher une guerre mondiale doit être accepté, parce qu'un conflit éclatera tôt ou tard, mais au moment et sur le terrain choisis par l'URSS et dans des conditions moins favorables pour ses victimes, puisque tout délai obtenu est mis à profit par elle pour se renforcer, avec l'aide économique, technique et financière que lui fournissent les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon et grâce à la démission même de ces pays qui abandonnent leurs responsabilités.

Dans les deux cas, la Chine apparaît ainsi comme le plus décidé des défenseurs de l'intérêt général, celui que montre à tout le moins la voie à suivre pour assurer la survie et le progrès de l'humanité.

L'enseignement chinois de 1979 doit encore être complété à la lumière des principes énoncés dans le traité de paix et d'amitié signé par la Chine et le Japon le

14. À ce sujet, on peut lire l'article de Hervé LE PICHON qui, analysant les origines historiques et ethniques du conflit sino-vietnamien, évoque ses implications stratégiques globales - « Réflexions sur le conflit sino-vietnamien », *Politique internationale*, no 5 (automne 1979), pp. 175-186.

12 août 1978, destinés à régir les rapports entre les parties contractantes, mais qui devaient aussi être respectés par tous les États qui veulent contribuer à l'édification d'un monde pacifique.

Ce traité, qui rétablit l'état de paix entre la Chine victorieuse et son adversaire vaincu en 1945, prend en tous points le contre-pied des clauses du traité signé le 12 août 1970 entre l'URSS et l'Allemagne vaincue à la fin de la Deuxième Guerre mondiale¹⁵. Les règles définies dans le traité entre l'URSS et la République fédérale d'Allemagne devront présider à la normalisation des relations de la République fédérale d'Allemagne avec ses voisins socialistes: la Pologne, la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie. Elles seront enfin reprises dans l'acte d'Helsinki de 1975, qui engage ses signataires dans une politique de détente, de réduction des armements, de renonciation à l'usage de la force, de reconnaissance des frontières fixées par l'URSS et les États-Unis, ce qui consacre, à titre principal, la division de l'Allemagne.

Le document sino-japonais proclame, quant à lui, la totale souveraineté et l'égalité des parties contractantes, la légitimité de leur recours à tous les moyens permis par la Charte des Nations Unies pour assurer la sauvegarde de leur sécurité nationale, leur refus des frontières imposées par les superpuissances et leur engagement dans la lutte contre l'hégémonie. Il en résulte que les deux pays signataires rejettent tout système de sécurité collective construit, sans prendre leur avis, par les superpuissances en collusion, qu'elles refusent les limitations à leurs armements imposées par le duopole américano-soviétique, ce qui légitimise tant le réarmement japonais que le maintien de l'accord d'assistance mutuelle de défense entre les États-Unis et le Japon et ce qui justifie la modernisation de l'armée populaire de libération chinoise telle que l'entend le gouvernement de Pékin. Les deux parties contractantes contestent enfin les empiètements imposés à leur territoire national respectif par les traités inégaux que constituent les accords négociés entre les grandes puissances à la fin de la Deuxième Guerre mondiale; ceci concerne les îles Kouriles méridionales pour le Japon, les territoires arrachés à la Chine par les empires coloniaux au 19^{ème} siècle, la soustraction momentanée de l'île de Taïwan à l'autorité du gouvernement de Pékin, les lignes actuelles de partage des espaces souverains maritimes tracées par les super-puissances, notamment l'attribution des îles Tiao Yu-tai au Japon par les États-Unis en 1969.

Aux quasi-alliés actuels de la Chine de déduire de ce texte comment se comporter devant la menace qui pèse sur eux, de renforcer leur potentiel de défense, de refuser la division de l'Europe imposée par l'URSS et confirmée dans la charte d'Helsinki, d'arrêter la progressive paralysie de leurs initiatives par les restrictions qui découlent de l'approfondissement de la détente et de la coopération entre deux systèmes politiques inconciliables. Cependant, le message chinois ne convainc pas ses destinataires; l'implantation du Vietnam au Laos et au Cambodge et ses pressions sur la Thaïlande ne les décident pas à emprunter le pas à la Chine.

15. À propos de cette comparaison, voir l'article de M. D. COLARD, « Vers un nouvel ordre politique international: le traité de paix et d'amitié sino-japonais du 12.8.1978 », *Études Internationales*, Québec, vol. XI, mars 1980, pp. 3-42.

La Chine en prend clairement conscience et se rend compte de ce que la concrétisation de son opposition à l'hégémonisme n'a pas suffi pour assurer la défense de ses intérêts, par une levée générale des boucliers contre le « Cuba de l'Asie » et contre son maître¹⁶. Bien au contraire, l'administration américaine poursuit sa politique de détente avec l'URSS ; elle manifeste son désir d'éviter toute confrontation avec l'Union soviétique et semble considérer que cette dernière ne soutient pas sans réserve la politique vietnamienne, parce qu'elle risque de cimenter en un front uni anti-soviétique les pays de l'ASEAN, malgré les préventions que certains de ces pays entretiennent envers la Chine et le rôle que peuvent être appelés à jouer les Chinois d'origine établis sur leur territoire. Certes, l'URSS menace la Chine d'action directe au cas où les troupes chinoises ne sont pas retirées le 1^{er} mars 1979 du territoire vietnamien, mais elle n'a pas interrompu ses conversations avec la Chine à propos du contentieux frontalier et des problèmes de la navigation sur l'Amour et l'Oussouri et elle a reçu sur son sol la délégation chinoise entre le 20 février et le 27 mars, pendant que l'armée populaire de libération chinoise combattait au Vietnam. La Chine a lancé, le 5 mars l'ordre d'entamer le retrait de ses forces et a invité le gouvernement d'Hanoï à ouvrir des négociations frontalières au moment où la mobilisation générale était décrétée au Vietnam.

Les hésitations de Washington quant au maintien des engagements de défense envers l'Europe occidentale, face au progrès enregistré par la proposition d'un système de sécurité collective pan-européenne, ont renforcé les autorités chinoises dans leur crainte que les États-Unis ne les soutiendraient pas en cas de conflit avec l'URSS et n'accepteraient pas que la Chine populaire essaie de régler comme elle l'entend la question, toujours pendante, de la réunification de son territoire national séparé par le détroit de Formose.

La Chine est mieux traitée que l'URSS et les autres pays communistes en matière de licences d'exportations américaines. Des technologies d'un niveau supérieur peuvent être vendues à la Chine ainsi que de l'équipement simultanément utilisable pour des applications civiles et militaires. Les États-Unis lui accordent le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, mais ils excluent encore toute vente d'armes et tout accord de planification militaire. Ils ne justifient pas leur attitude envers la République populaire de Chine par les rapports qu'ils entretiennent avec l'URSS, ne cherchent pas à constituer la Chine en État allié, intégré à un front dirigé contre l'URSS.

La présence des États-Unis dans le Pacifique occidental, grâce aux bases du Japon, des Philippines et à leurs troupes stationnées en Corée du Sud satisfait la Chine, d'autant plus que le dégagement des forces américaines de Taïwan s'est achevé. Les États-Unis ont élevé la défense de leurs alliés dans le Pacifique (en fait, dans la zone comprise entre la côte orientale de l'Afrique et la côte occidentale des États-Unis) au même rang que celle de leurs alliés européens en cas de conflit généralisé. Il s'agit, évidemment, d'assurer la protection des lignes maritimes entre le Golfe persique et les alliés des États-Unis, d'assurer l'accès du Japon, de la Corée du Sud et de l'Europe occidentale au pétrole du Moyen-Orient, de convaincre

16. Voir l'étude chinoise des réactions soviétiques au traité sino-japonais, ainsi que l'analyse de la collusion soviéto-cubaine dans *Pékin information*, no 34, 28 août, pp. 20-22.

l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays de l'ASEAN du renforcement de la vigilance des États-Unis contre toute menace à la paix. Le rapprochement des États-Unis avec la Chine permet d'appuyer le redressement économique et scientifique de la Chine, y compris sa capacité à assurer sa défense contre les agressions extérieures, mais dans le seul but de maintenir la stabilité et la paix dans la région.

Or, l'imprécision qui règne quant à ce que la Chine considère comme ses véritables frontières requiert une diplomatie ferme et vigilante de la part de ses voisins et de ses partenaires. Comme la Chine a refusé de s'engager à ne pas recourir à la force pour reprendre sa souveraineté sur Taïwan, elle n'a pas davantage renoncé à englober dans son espace souverain les îles de la Mer de la Chine du Sud ni à intervenir dans les affaires intérieures des pays du NAN YANG, notamment par le canal des colonies chinoises qui y sont établies et par celui des mouvements marxistes-léninistes liés au P.C.C., toujours présents, mais mis actuellement en veilleuse.

Aussi, n'est-ce pas étonnant que les États-Unis aient voulu parer à la menace qui pèse sur l'île de Taïwan. Le 10 avril 1979, le Congrès américain a adopté un acte sur les relations avec le peuple de Taïwan qui signifie que les États-Unis n'abandonnent pas l'île à elle-même tant que la République populaire de Chine ne renonce pas explicitement à la force pour restaurer son autorité sur l'île et ses habitants. Cette loi prévoit, en effet, que les États-Unis réagiront en cas d'attaque armée contre Taïwan, mais aussi en cas de boycott, d'embargo et de toute forme de coercition qui menacerait la sécurité, le système économique et social de la population de l'île. Elle formule aussi l'engagement des États-Unis à fournir à Taïwan les équipements et les services nécessaires au maintien de son potentiel de défense et à promouvoir des relations étendues, étroites et amicales, avec la population de cette province de Chine.

Malgré les protestations requises pour sauver l'honneur, la Chine intensifie ses contacts avec les États-Unis sur la base des intérêts mutuels et de l'égalité des parties, sans perdre la face ; Pékin n'a pas explicitement accepté de limiter sa liberté d'action, mais sait que si la force est utilisée à l'égard de Taïwan, elle encourt un risque de conflit avec les États-Unis. Dans la période actuelle des « quatre modernisations », la Chine ne tentera pas de reprendre l'île par les armes, sauf si le gouvernement de Taïwan proclamait l'indépendance de son territoire (ce que le gouvernement actuel et le K.M.T. refusent d'envisager), sauf si l'URSS intervenait dans les affaires intérieures de l'île ou, encore, si un conflit mondial éclatait. La République populaire de Chine souhaite que le présent régime nationaliste se maintienne à Taïwan parce qu'il garantit la préservation de l'unité chinoise, mais lorsque le redressement interne aura été réalisé, il est bien évident que l'emploi de toute mesure jugée adéquate pourra être justifié, notamment par le refus obstiné qu'opposent les autorités de Taipei à toute proposition de discussion avec Pékin. Il s'agit donc, comme l'a déclaré M. Teng Hsiao-ping au Japon, à propos d'autres régions qui relèvent de la souveraineté chinoise selon les autorités de Pékin, d'un problème que « la sagesse des générations futures » devra résoudre¹⁷.

17. *Pékin information*, no 43, 30 octobre 1978, pp. 3-5, no 44, 6 novembre 1978, pp. 3-5 et pp. 14-17 ; pour plus de précision, consulter B.B.C. *Far East, Part III*, nos 5933 à 5956, du 14 au 31 octobre 1978.

L'approfondissement de la détente a continué à être recherché par les États-Unis, comme le prouve la signature à Vienne, le 2 juin 1979, des accords sur la limitation des armements stratégiques (Salt II). L'Europe occidentale, elle aussi soucieuse d'acheter du répit, diffère l'installation de nouvelles fusées sur son sol, malgré le déploiement des missiles SS 20 qui devrait galvaniser sa volonté de défendre son indépendance. La Chine en déduit que l'Europe semble bien plus redouter l'effondrement du pouvoir soviétique et de l'ordre que ce dernier maintient tant bien que mal dans les pays satellisés qu'une attaque armée contre elle et, surtout, qu'elle ne paraît pas percevoir les dangers d'une neutralisation et d'un désarmement contrôlé qui la livreraient à l'hégémonie de l'URSS¹⁸.

L'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979, est considérée par la Chine comme une confirmation de l'analyse de la situation internationale faite précédemment¹⁹, mais elle montre aussi avec quelle impunité l'URSS a pu intervenir en dehors du camp socialiste et menacer les intérêts stratégiques et pétroliers de l'Occident et du Japon, grâce à un traité d'amitié fait sur mesure le 5 décembre 1978, qui inclut l'Afghanistan dans le système de sécurité collective que forge l'URSS.

La Chine n'a réagi qu'avec une remarquable modération aux événements d'Afghanistan et elle n'a rompu ses conversations avec l'URSS que trois semaines après l'entrée massive de l'Armée Rouge à Kaboul. La velléité de fermeté manifestée à cette occasion par les États-Unis est trop tardive et incroyable aux yeux des dirigeants chinois. Aussi, lorsque le Secrétaire d'État à la défense, M. H. Brown, effectue une visite officielle en Chine en janvier 1980, l'alliance qui ne paraît plus exclue par Washington est déclinée par la Chine qui préfère réaffirmer simplement le parallélisme et la complémentarité des diplomaties de la Chine et des États-Unis, l'union de leurs efforts par la réalisation d'un programme commun, mais sans véritable alliance.

La République populaire de Chine n'a pas confiance dans le récent durcissement de la diplomatie américaine, lié sans doute à la récente campagne électorale qui s'est déroulée aux États-Unis et elle juge finalement préférable de se cantonner dans une position d'attente et de neutralisme. L'opposition verbale à l'hégémonisme des deux superpuissances continue, mais moins unilatéralement dirigée contre l'URSS, parce que la situation économique, sociale et politique intérieure et la faiblesse de la défense nationale rendent la Chine totalement vulnérable à une attaque soviétique, parce que les États-Unis ne se porteront pas à son aide et que l'Europe occidentale risque de basculer vers l'Union soviétique, ce qui rendait possible le transfert des forces soviétiques stationnées en Europe vers d'autres terrains et, notamment, le long des frontières de la Chine.

18. En fait, la réaction des pays d'Europe occidentale est perçue, en mai et juin 1979, comme une hésitation à l'installation de nouvelles fusées sur leur sol et comme la recherche de conversations avec le Kremlin (comme celles qu'ont MM. Carter et Brejnev en juin). L'atmosphère changera après les événements d'Afghanistan et l'entrée en fonction de la nouvelle équipe de M. R. Reagan.

19. *Beijing information*, no 5, 4 février 1980, pp. 9-13.

La neutralité peut donner à la Chine, quel que soit l'avenir de la détente soviéto-américaine, l'occasion d'améliorer sa situation dans le triangle qu'elle forme avec les États-Unis et l'URSS ; il lui suffit d'interpréter les principes qui guident sa diplomatie comme le lui dicte la nécessaire prudence et cela, jusqu'à ce que son redressement intérieur lui ait permis de devenir réellement le grand pays, puissant et moderne à l'égal des États les plus développés, conscient de son devoir de contribuer au bien-être de l'humanité et à l'harmonie dans le monde. Non seulement cette distanciation n'oblige pas à renoncer aux avantages de l'ouverture, elle lui permet même de l'étendre à tous les azimuts et de développer ses échanges avec l'URSS et les démocraties populaires d'Europe orientale.

Ce désir de revenir à une sorte de neutralisme entre les deux superpuissances s'était déjà manifesté précédemment. Il faut, à ce propos, rappeler le soin évident marqué par Chou En-lai à éviter tout ce qui pouvait être considéré comme des provocations envers l'URSS et aussi la libération, le 27 décembre 1975, des membres de l'équipage d'un hélicoptère soviétique, forcé d'atterrir au Sinkiang au printemps 1974 ; détenus pendant vingt-et-un mois sous l'inculpation d'espionnage. Cette mesure de conciliation devait permettre de rompre l'isolement politique de la Chine et de développer les échanges économiques avec l'URSS, fournisseurs potentiels de matériel industriel, de technologies intermédiaires et client possible pour les biens de consommation de l'industrie légère et de l'artisanat chinois, comme semblait l'annoncer le protocole commercial négocié fin 1975 entre les deux pays, alors que leurs partis communistes restaient en conflit.

L'établissement de relations diplomatiques normales avec les États-Unis précède de peu l'opération punitive de la Chine au Vietnam. Toutefois, dès le mois de mai 1979, les autorités chinoises proposent à l'URSS d'entreprendre des conversations en vue de normaliser les relations entre les deux États, soit un mois après la dénonciation par le gouvernement de Pékin du traité d'amitié sino-soviétique du 14.2.1950, qui était dirigé contre la résurgence du militarisme japonais.

Entamées à Moscou à la fin du mois de septembre 1979, ces conversations constituent un quatrième champ diplomatique entre l'URSS et la Chine puisque des entretiens réguliers fixent chaque année le volume et la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays, que des négociations sont menées à propos des conditions de navigation sur les cours d'eau frontaliers et que des conversations sur le tracé des frontières ont été entamées après l'échange de vues entre Chou En-lai et M. Kossyguine de septembre 1969. Il s'agit à présent de lever les obstacles à l'établissement de relations normales inter-étatiques, de définir les principes qui régiront leurs relations après l'expiration du traité de 1950, soit à partir d'avril 1980. La coexistence pacifique doit être établie sur la base de règles précises, afin d'éviter les incidents que causent des interprétations circonstancielles des grands principes généraux, et donc capables d'instaurer une sorte de légalité socialiste dans la sphère des relations bilatérales au lieu de l'arbitraire qui dictait des attitudes provocatrices. Il faut, notamment, définir un *modus vivendi* qui dispenserait la Chine de participer à la lutte et à la collusion soviéto-américaine. La critique à laquelle procède la direction chinoise à propos de la politique menée jusqu'en octobre 1976 facilite ce mouvement, comme le fait l'URSS qui fait semblant de croire que l'anti-soviétisme

militant de la Chine était uniquement l'oeuvre du défunt Président Mao et de ses acolytes gauchistes.

Cette normalisation des relations entre gouvernements doit aboutir à un accord momentané sur certains points relatifs à l'équilibre à maintenir ou à établir en tenant compte des intérêts des deux parties; parmi ces points névralgiques, figurent évidemment la situation dans la péninsule coréenne, l'évolution dans le Sud-Est de l'Asie et celle en Asie du Centre et du Sud-Ouest. Une sorte de trêve pourrait permettre à chacune des parties d'acquérir des avantages tactiques non préjudiciables aux intérêts directs de l'autre, sans déclencher d'offensive de propagande virulente en vue de créer un front mondial d'opposition. La Chine pourrait s'engager à ne plus systématiquement chercher à nuire à la détente que l'URSS s'efforce de faire régner avec l'Europe et avec les États-Unis: ainsi pourrait se renforcer l'image de sagesse et de responsabilité du gouvernement de Moscou et la ratification des accords Salt II deviendrait même possible. Ceci contraindrait la Chine à ne pas se lier dans un accord militaire avec les États-Unis et à ne plus encourager le réarmement japonais. L'URSS devrait mettre une sourdine à la dénonciation à laquelle elle se livre ainsi que ses alliés à propos de l'utilisation des colonies chinoises à l'étranger par le gouvernement de Pékin. La stabilisation de l'Asie du Sud-Est, grâce à une neutralité positive du Cambodge envers le Vietnam, permettrait de faire couvrir le feu qui s'étend dans la région; l'aide soviétique au Vietnam est coûteuse et ne suscite que peu d'enthousiasme au sein des pays socialistes d'Europe et la manière offensive dont le Vietnam s'en sert détourne finalement les pays de l'ASEAN de l'Union soviétique. L'emprise soviétique sur le Vietnam pourrait amener celui-ci à concentrer ses efforts sur sa reconstruction intérieure, s'il était assuré d'être à l'abri d'interventions directes de la Chine; Hanoï pourrait alors arriver à normaliser ses relations avec les États-Unis et bénéficier de contrats économiques, techniques et financiers avec les pays les plus avancés. C'est ce que permet d'espérer le lent cheminement vers la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge qui, concrètement, entérinera le fait accompli mais sauvera la face des principaux intéressés.

Pareille politique de bon voisinage entre la Chine et l'URSS correspond évidemment aux intérêts véritables des deux pays et elle n'entraînerait aucune modification aux principes qui guident leur diplomatie respective ni d'inflexion à leur stratégie à long terme. La période d'accalmie ainsi achetée permettrait à chacune des parties de se consacrer à la promotion de ses intérêts immédiats sans être prise dans l'engrenage de conflits locaux. La prolongation du *statu quo* actuel en Asie du Sud-Est et en Corée implique, certes, l'absence de bases véritables de l'URSS au Vietnam et au Cambodge, mais elle permettrait le renforcement des manoeuvres soviétiques en vue de contrôler les lignes maritimes entre le Golfe Persique et les pays du deuxième monde, de consolider son influence au Proche et au Moyen-Orient sans avoir à se préoccuper de la Chine, elle-même assurée d'une réduction des pressions exercées sur ses régions périphériques: Sinkiang, Mongolie intérieure et Tibet. La Chine se trouverait momentanément marginalisée en matière d'initiatives diplomatiques mais assurée, par contre, de ne subir aucune attaque de son ennemi principal ni des alliés de celui-ci, malgré l'absence de garanties américaines explicites.

Il est, dès à présent, important de remarquer que les changements survenus depuis octobre 1976 en Chine aboutissent à l'élaboration, cette fois, d'une ligne générale d'édification du révisionnisme chinois et, par voie de conséquence, à l'abandon des violentes critiques dirigées contre les déviations imposées au marxisme-léninisme par l'URSS, tant sur le plan intérieur qu'en matière de compromis avec l'impérialisme américain.

L'URSS a été reconnue comme une société fondamentalement socialiste²⁰ et la célébration du 30^e anniversaire de la République populaire de Chine, en octobre 1979, s'est déroulée sans que des critiques aient été adressées à l'hégémonie soviétique. Le message chinois adressé en 1979 à l'URSS, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'octobre, parle de l'amélioration des relations entre les deux pays comme de l'aspiration commune des deux peuples. Celui du 6 novembre 1980 affirme que les intérêts fondamentaux des deux peuples exigent l'élimination de la menace à la paix, le strict respect des cinq principes de la coexistence pacifique, le règlement approprié des questions non résolues, l'élimination des obstacles à la normalisation et l'amélioration des relations entre les deux États.

La Chine exprime à tous les égards, de manière significative, sa recherche d'une plus grande distanciation par rapport aux relations entre les deux super-puissances afin de voir comment celles-ci vont évoluer, alors que des changements à la direction des États-Unis et de l'URSS sont proches. Dans cette attente, aucune perspective n'est à exclure mais aucun engagement ferme n'est à prendre. L'ambiguïté sert simultanément à troubler les acteurs de la scène mondiale et à garder au feu les fers nécessaires pour reprendre une diplomatie plus active alors que la Chine aura pu éviter qu'une guerre prenne son territoire comme théâtre des opérations.

Si la détente soviéto-américaine se perpétue, la Chine ne manifestera pas son opposition à cette évolution. La première fois que le nouveau Premier ministre chinois, M. Chao Tzu-yang, reçoit un dirigeant étranger dans son pays, il affirme, le 15 septembre 1980, que la Chine n'est pas opposée à la convocation d'une conférence internationale sur le Cambodge, qu'elle ne peut imposer le retrait complet des forces vietnamiennes comme condition préalable à sa convocation, mais que la position de son gouvernement ne peut être interprétée comme l'acceptation du fait accompli²¹.

Ni guerre ni paix véritable, de même, en ce qui concerne les partis communistes fidèles au Parti communiste chinois. En raison de la division entre les compétences de l'État et du Parti communiste en Chine, les partis marxistes-léninistes de l'étranger sont présentés comme indépendants du gouvernement chinois. Ces partis doivent cependant se maintenir, et le Parti communiste chinois entretient avec eux des rapports amicaux étroits, parce qu'il leur faut pouvoir

20. Travaux du colloque national sur la littérature soviétique de septembre 1979 à Harbin, à propos desquels la presse chinoise publie un commentaire en mars 1980, pendant la visite privée en Chine de M. M. Kapitsa, le directeur du département de l'Extrême-Orient au Ministère soviétique des Affaires étrangères.

21. La déclaration est faite devant le président kenyan, M. Daniel T. Arap Moi - *Beijing information*, no 38, 22 septembre 1980, p. 3 s.

reprendre leur action - actuellement en veilleuse - au moment opportun. C'est ce que manifeste M. Teng Hsiao-ping au cours de son voyage dans le Sud-Est de l'Asie en novembre 1978. Alors que le Premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, a déclaré que son gouvernement ne se livrait à aucune action subversive, directe ou indirecte, et n'entendait pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays membres de l'ASEAN, le 10 septembre 1978, M. Teng Hsiao-ping reconnaît, à Kuala Lumpur et à Bangkok, les liens qui existent entre le Parti communiste chinois et les partis communistes locaux, mais il affirme que ces partis ne menacent pas les gouvernements locaux amis de la Chine²². Leur action, prétend-il, est nécessaire pour lutter contre le développement des influences soviétiques et vietnamiennes et donc combattre l'ennemi commun à la Chine, à la Malaysia et à la Thaïlande. Pour bien se faire comprendre, M. Teng assiste, le 5 novembre 1978, à l'entrée en retraite du Prince héritier au trône de la Thaïlande, au cours de la cérémonie organisée dans le temple du Bouddha d'Émeraude, montrant ainsi l'appui de la Chine au trône et à l'autel, piliers du régime de Bangkok et cibles traditionnelles du mouvement révolutionnaire thaï.

Certes, le souhait profond des peuples reste, dans le discours chinois, la révolution mais il s'agit d'un objectif lointain car il faut, au préalable, éliminer le danger principal que constitue l'aspiration hégémonique de l'URSS. La subversion reste cependant nécessaire là où les régimes en place ne sont pas des amis de la Chine; en octobre 1980, diverses sources font allusion à un front uni des mouvements d'opposition aux gouvernements de Hanoï, de Vientiane et de Phnom Penh.

L'Assemblée nationale populaire a, d'autre part, adopté une loi sur la nationalité chinoise le 10 septembre 1980. Cette loi maintient la pratique confirmée depuis 1955 d'exclure la double nationalité pour tout citoyen chinois, mais elle dote les étrangers qui ont eu la nationalité chinoise et invoquent des raisons légitimes, de la possibilité de récupérer cette nationalité chinoise moyennant une demande formulée soit auprès des bureaux de la sécurité publique, soit auprès des représentations diplomatiques de la Chine à l'étranger. Or, il faut rappeler que les autorités chinoises invitent les Chinois d'outre-mer à adopter la nationalité de leur pays d'établissement. Devenus citoyens à part entière dans le pays où ils vivent, ils y jouissent de tous les droits et, notamment, de celui d'y promouvoir des mouvements politiques favorables à la ligne d'émancipation que suit le Parti communiste chinois. Au cours des périodes radicales, la revendication révolutionnaire développe l'opposition au régime en place, alors qu'en période de politique de bon voisinage, les tâches des patriotes locaux sont de lutter contre l'ennemi que leur pays d'adoption et la Chine ont en commun et encore de participer à la construction économique de la Chine en un pays socialiste et puissant. C'est cette position que stigmatisent l'URSS et le Vietnam en la qualifiant d'utilisation des colonies chinoises émigrées à l'étranger à titre de « cinquième colonne »²³.

22. *Pékin information*, no 46, 20 novembre 1978, p. 24 s.

23. Voir notamment l'adresse du Ministre des Affaires étrangères chinois, M. Chiao Kuan-hua, le 20 mai 1975, à des cadres de haut grade du Parti communiste chinois, *Issues and Studies*, décembre 1975, pp. 93-108.

La guerre n'est plus, aux yeux de la Chine, la solution infaillible pour faire triompher le communisme dans le monde. Une confirmation en est fournie en décembre 1979 par la critique formulée par le parti communiste thaï, très aligné sur les thèses du parti communiste chinois, contre l'attitude prise par le parti communiste du Kampuchéa lorsqu'il était dirigé par M. Pol Pot. Le parti communiste thaï affirme qu'il était erroné de vouloir résoudre le différend khméro-vietnamien par la guerre après la victoire d'avril 1975, parce que le Kampuchéa démocratique était plus faible, sur les plans militaire, économique et politique que son adversaire. Pareille bellicosité aventuriste était inspirée par la ligne ultra-gauchiste de Lin Piao et de la « bande des quatre ». Ainsi apparaît clairement une constante chinoise, celle de considérer que sans entrer dans la voie des compromis inutiles et dangereux avec l'adversaire, il ne faut pas non plus s'engager dans une politique vouée à l'échec ni dans une bataille qui n'est pas soigneusement préparée et assurée de succès. Le Kampuchéa aurait, au contraire, dû chercher des alliés pour être à même de n'ouvrir les opérations qu'avec un minimum de risques.

À propos de ce que la Chine estime son bon droit, aucune concession n'est possible: la fermeté totale sur le plan des principes s'allie cependant à beaucoup de diplomatie dans les faits réels afin d'éviter les heurts, de différer les solutions concrètes jusqu'au moment le plus adéquat.

Il faut rappeler à ce propos, à titre d'exemple, la manière par laquelle la Chine a fait reconnaître sa souveraineté sur les enclaves étrangères que constituent Hong Kong et Macao. Ces territoires continuent à être administrés comme des colonies par les gouvernements de Londres et de Lisbonne, mais ils ont été rayés, à la demande de la Chine entrée à l'ONU le 25 octobre 1971, de la liste des territoires encore à décoloniser.

De même, aucune frontière terrestre ou maritime de la Chine n'est complètement délimitée. Les contentieux frontaliers de la Chine avec l'Inde, l'URSS et le Vietnam restent ouverts et constituent des moyens politiques de pression. Avec le Laos, la Corée, les Philippines et l'Indonésie, les problèmes de souveraineté n'ont pas encore été directement abordés, bien qu'il s'agisse aussi d'héritages légués par des traités inégaux. De plus, les traités signés entre partenaires égaux n'ont jamais défini l'entière des délimitations des territoires souverains. La Chine et la Birmanie ont défini leurs frontières de manière définitive le 1^{er} octobre 1960, à l'exclusion toutefois du secteur des confins avec l'Inde; le traité conclu avec le Népal du 5 octobre 1961 n'a pas empêché l'éclatement d'incidents le long de la frontière, chaque fois que les autorités de Katmandou paraissent se rapprocher de l'Inde. Le traité de paix et d'amitié conclu le 12 août 1978 entre la République populaire de Chine et le Japon n'a pu trancher la question de la souveraineté sur l'archipel de Tiao Yu-tai (Senkaku) qui reste revendiqué par les deux parties. Enfin, depuis que la Mongolie n'est plus, aux yeux des dirigeants chinois, un État souverain indépendant, les frontières définies en 1962 risquent d'être remises en question et l'évolution de la situation en Afghanistan peut amener la Chine aux mêmes décisions en ce qui concerne son traité frontalier du 22 novembre 1963. Le degré d'amitié ou de tension qui règne entre chacun des gouvernements des pays voisins et celui de la Chine détermine la mise en veilleuse du différend ou son évocation, comme l'ont prouvé les précédents avec l'URSS, l'Inde et le Vietnam.

Souplesse et imagination, dans la pratique, extrême attention et inflexibilité du but à atteindre - la survie et le rayonnement de la Chine - permettent au Pays du Milieu d'apparaître stable, respectueux du droit, non expansionniste, pacifiste et désireux d'accomplir son devoir envers les peuples du monde pour qu'eux-mêmes puissent arriver au niveau de civilisation qui les portera à cultiver les mêmes valeurs - universelles - que les siennes.

La grande réussite consiste à accorder son discours aux mobiles véritables qui animent son coeur, comme le faisait remarquer Mao Tsong-kang dans son commentaire du Roman des Trois Royaumes, à propos de la déclaration de Ts'ao Ts'ao (chapitre IV): « Je préfère que ce soit moi qui commette l'injustice à l'encontre de l'univers plutôt que de laisser tout l'univers commettre une seule injustice contre moi ».

C - Les objectifs véritables

Les relations internationales de la Chine ne sont finalement qu'un moyen parmi d'autres d'assurer la couverture de ses intérêts à long terme. Plus que les principes, ce sont les buts poursuivis par ses dirigeants qui se révèlent éclairants.

Les relations de la Chine avec le monde extérieur servent, en effet, en tout premier lieu à assurer la sécurité militaire du territoire national et à permettre la continuité de son rayonnement, soit celle de son universalisme. Les dirigeants chinois établissent un parallélisme entre leurs considérations d'intérêt national et de sécurité et leur mission extérieure, tant lorsque la Chine se veut le bastion du marxisme-léninisme pur et authentique que lorsqu'elle se présente comme le champion de l'indépendance et de la souveraineté totales des États.

Les relations de la Chine avec l'étranger ont toujours été marquées par la diffusion de principes moralisateurs qui sont, aux yeux de ses dirigeants, un message utile au monde. Sous couvert de cet apport à l'humanité, les détenteurs du pouvoir étudient les forces et les intérêts en présence, agissent avec une extrême souplesse tactique et s'efforcent de maintenir un relatif isolement et un non-engagement. Les conceptions de Sun Tze et les illustrations qu'en fournissent les grands romans historiques servent d'inspiration, encore à l'heure présente, aux stratèges, aux diplomates et aux politiciens. L'équilibre n'est qu'une illusion, c'est le mouvement qui est constant; les alliances, de même, ne sont que momentanées et jamais elles ne peuvent entraîner des engagements qui limitent la liberté de manoeuvre de la Chine. L'ennemi principal du moment contre lequel il faut se protéger ne restera pas éternellement redoutable et l'ami peut lui-même devenir un jour l'ennemi principal. En résolvant les problèmes un à un, en combattant un adversaire supérieur avec un potentiel faible et l'appui de tiers, les forces armées chinoises doivent pouvoir n'intervenir que lorsque tous les autres recours auront été épuisés et la diplomatie doit amener les quasi-alliés à prendre l'initiative de se défendre parce qu'ils sont, souvent inconsciemment, les plus directement menacés par l'ennemi commun.

Au sein des instances dirigeantes internes, il n'en va pas autrement. Un front uni contre les ennemis du peuple a été maintenu tant que la plate-forme commune n'était pas réalisée; lorsque des contradictions internes deviennent antagonistes, ce

sont les éléments à priver de tout pouvoir qui sont contraints de dévoiler leur nature mauvaise, d'ouvrir le combat et de s'exposer ainsi au juste châtement qu'ils méritent.

La conception qu'ont les dirigeants chinois de la modernisation est, elle aussi, empreinte de l'héritage culturel ; pour que la Chine puisse rester le pays capable de n'avoir rien à redouter de ses voisins et de ses ennemis et de contribuer à la paix et au bien-être de l'humanité, elle doit emprunter à l'étranger les recettes d'efficacité qui renforceront ses valeurs propres, universelles, dans l'espace et dans le temps.

Les oscillations dans les alliances de la Chine, comme les luttes internes entre deux lignes politiques, apparaissent ainsi comme une tactique de gouvernement qui cherche, de manière pragmatique, à maintenir le pays dans la voie de l'invariable milieu.